



CEROM

Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer



Comptes économiques rapides de La Réunion en 2018 La croissance décroche

En 2018, l'activité ralentit fortement à La Réunion : la progression du produit intérieur brut en volume est de + 1,7 % après quatre années de croissance autour de 3 %. Cette année est marquée par un marché du travail pénalisé par la baisse des contrats aidés. L'activité économique a également pâti en fin d'année des blocages routiers liés au mouvement des Gilets jaunes. De fait, l'emploi salarié diminue pour la première fois depuis 2012 (- 3 400 emplois), surtout dans les associations et le secteur public. Le taux de chômage au sens du BIT remonte en conséquence à 24 %. Pour autant, le revenu disponible brut des Réunionnais continue à progresser (+ 2,6 %), porté par la hausse des salaires et des prestations sociales. Même amputé par une inflation de 1,8 % en 2018, le pouvoir d'achat total à La Réunion progresse de 0,7 % et la consommation des ménages reste le premier moteur de croissance. Elle progresse de 1,1 % en volume, après plusieurs années de hausse soutenue au-dessus de 3 %. La consommation des administrations publiques et l'embellie qui se poursuit dans le secteur du tourisme soutiennent également la croissance. En revanche, l'investissement est à l'arrêt et la campagne sucrière difficile pénalise les exportations réunionnaises.

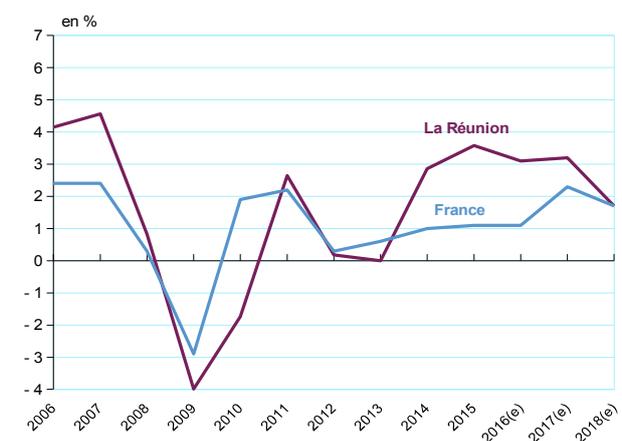
Le **produit intérieur brut (PIB)** de **La Réunion** ralentit très nettement en 2018 : il progresse de 1,7 % en volume après quatre années de croissance autour de 3 % entre 2014 et 2017 (*figure 1*). En effet, l'activité économique pâtit de la baisse des contrats aidés, des blocages routiers en fin d'année liés au mouvement des Gilets jaunes et d'un ralentissement des investissements.

Le PIB par habitant progresse de 1,9 % en valeur en 2018, soit nettement moins vite qu'en 2017 et qu'au niveau national (+ 2,2 %) : il s'établit ainsi à 22 200 euros en 2018. Le rattrapage réunionnais marque le pas : le PIB par habitant réunionnais représente 63 % du niveau national, comme en 2017.

En France, la croissance est de 1,7 %, comme à La Réunion. Si le commerce extérieur est favorable à la croissance, le déstockage des entreprises la pénalise. L'investissement ralentit, mais il reste robuste. De son côté, la demande intérieure (ménages et demande publique) freine : l'inflation plus élevée conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat.

1. Le PIB augmente de 1,7 % en volume à La Réunion, comme au niveau national

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France



(e) : estimation.

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2016-2018).

Dans l’océan Indien, l’activité économique s’accroît à un rythme varié selon les pays. La croissance reste atone en Afrique du Sud et modérée aux Comores, tandis qu’elle s’accélère à Madagascar et se tasse aux Seychelles. Elle reste très dynamique en Inde. À Maurice, la croissance économique se maintient à 3,8 %, portée par une forte demande intérieure. Particulièrement dynamiques en 2018, la consommation et l’investissement constituent ainsi les principaux moteurs de cette croissance. Projets privés et publics stimulent en effet l’investissement en 2018. En revanche, le solde du commerce extérieur se dégrade et pèse négativement sur la croissance.

Première baisse de l’emploi salarié depuis 2012

L’année 2018 est marquée à La Réunion par un marché du travail qui se dégrade. L’emploi salarié diminue pour la première fois depuis 2012 (- 1,3 % soit - 3 400 emplois, *figure 2*) en lien avec la baisse du nombre de contrats aidés et les blocages liés au mouvement des Gilets jaunes de la fin d’année.

Cette baisse de l’emploi salarié s’explique par un fort recul de l’emploi public. Malgré une remontée en fin d’année, la baisse des contrats aidés initiée mi-2016 pénalise l’emploi public (- 4,1 %), ainsi que l’emploi dans les associations (- 8,4 % pour les autres services marchands).

L’emploi salarié privé est quant à lui tout juste stable en 2018 (+ 0,1 %). Il reste néanmoins dynamique sur l’année dans l’hébergement et restauration (+ 2,7 %), les services aux entreprises (+ 2,5 %), l’industrie (+ 2,4 %) et le commerce et réparation (+ 2,0 %).

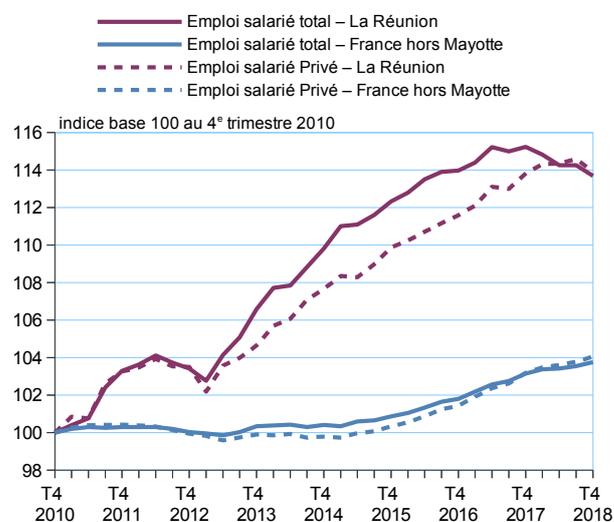
Au total, 6 600 entreprises ont été créées à La Réunion en 2018, soit 5 % de plus qu’en 2017. Cette hausse est portée par les immatriculations de micro-entrepreneurs (+ 36 %), stimulées par les évolutions législatives entrées en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018, ainsi que les entreprises individuelles classiques (+ 11 %). En revanche, les immatriculations des sociétés fléchissent (- 18 %). Tous les secteurs d’activité contribuent à cet essor, notamment le secteur des services aux particuliers (+ 9 %). Le **taux de création d’entreprises** (y compris micro-entrepreneurs) à La Réunion reste en deçà de la moyenne nationale : 11,5 % contre 14,7 %.

Une hausse modérée de la masse salariale, limitée par la montée du taux de chômage

La dégradation de l’emploi salarié à La Réunion en 2018 se répercute sur le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)**, qui repart à la hausse (*figure 3*). Il concerne 24 % des actifs, soit 2 points de plus qu’en 2016. Plus largement, 149 000 Réunionnais souhaitent travailler en 2018, qu’ils soient au chômage ou dans le halo, soit un Réunionnais en âge de travailler sur quatre.

2. L’emploi salarié baisse à La Réunion en 2018

Évolution de l’emploi salarié



Note : Données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.
 Champ : Emploi salarié total et emploi privé, régional et France hors Mayotte.
 Source : Insee, estimations d’emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Pour autant, sous l’effet principalement de l’augmentation des salaires par tête, les revenus d’activité continuent d’augmenter (+ 2,2 % contre + 4 % en 2017). Ils représentent deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 10,5 milliards d’euros en 2018. La masse salariale progresse dans les secteurs principalement marchands de 2,3 % contre +1,9 % dans les secteurs principalement non marchands.

Dans les administrations publiques, le point d’indice est resté stable en 2018 et il n’y a pas eu d’autre mesure de revalorisation générale, la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations de la fonction publique (PPCR) ayant été reportée.

Le montant des prestations sociales en forte hausse

En raison de l’augmentation du taux de chômage en 2018, le nombre de bénéficiaires des prestations sociales en espèces continue de progresser. Elles augmentent donc de nouveau fortement en 2018 : + 4,3 % après + 3,1 % en 2017.

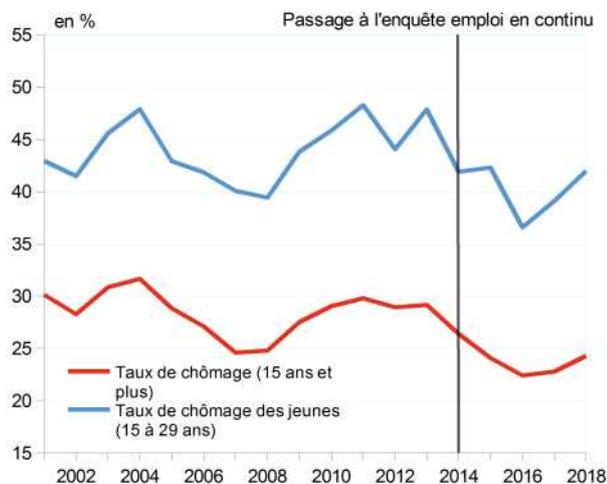
Les versements des prestations relevant de l’assurance chômage augmentent ainsi de 7,1 % en 2018 pour s’établir à 576 millions d’euros, en phase avec la progression du nombre de bénéficiaires de l’assurance chômage (+ 7 %). Les nouveaux droits ouverts par la convention d’assurance chômage aux demandeurs d’emploi ayant déjà travaillé continuent ainsi de se faire sentir en 2018. De plus, sous l’effet conjugué d’une hausse des prestations liées à la

famille et aux minima sociaux, les montants versés par la Caisse d'allocations familiales (hors logement) augmentent de 3,9 %, après une hausse de 2,3 % en 2017. Sur un marché de l'emploi morose, les montants de la prime d'activité qui avaient augmenté les années précédentes, se réduisent en revanche de 1,8 % en 2018.

Par ailleurs, les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent en 2018 de 6,4 %, du fait principalement d'une forte augmentation des dépenses des établissements de santé (+ 10,5 %).

3. Le taux de chômage remonte à 24 % en 2018

Évolution du taux de chômage au sens du BIT à La Réunion



Note : L'enquête Emploi a été rénovée en 2014.
Champ : Personnes actives de 15 ans et plus.
Source : Insee, enquêtes Emploi annuelles de 2001 à 2013, enquêtes Emploi en continu de 2014 à 2018

L'inflation pèse sur le pouvoir d'achat

La progression du **revenu disponible brut des ménages (RDBM)**, qui combine revenus d'activité et prestations sociales, est par ailleurs amputée par l'augmentation de l'**indice des prix à la consommation** : + 1,8 % sur un an, soit la plus forte inflation depuis six ans. Cette hausse des prix résulte de la conjugaison de la poursuite de l'augmentation des prix des produits pétroliers, de la forte augmentation des prix des produits frais consécutive aux intempéries de début d'année et du relèvement des tarifs du tabac et des services.

En conséquence, si le RDBM progresse en valeur de 2,6 % à La Réunion en 2018, il s'accroît de 0,7 % seulement en volume, ce qui correspond à l'augmentation du pouvoir d'achat total à La Réunion. Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais stagne en 2018 : + 0,1 %, contre + 0,9 % au niveau national. Le revenu disponible brut s'élève à

17 700 euros par habitant sur l'île, soit 84 % du niveau national, comme en 2017. Le rattrapage observé ces dernières années vis-à-vis de la métropole marque ainsi le pas.

La consommation et le tourisme au secours de la croissance

Du fait de ces gains de pouvoir d'achat plus limités que les années précédentes, la consommation des ménages progresse faiblement cette année : + 1,1 % en volume après plusieurs années de croissance soutenue au-dessus de 3 %. Elle reste néanmoins le premier moteur de la croissance réunionnaise en 2018 (figure 4). Les dépenses de consommation des administrations publiques et le tourisme sont les deux autres moteurs : ils contribuent respectivement à hauteur de 0,6 et 0,4 point.

Pour autant, les dépenses de consommation des administrations publiques ralentissent également. Après une hausse de 3,2 % en volume en 2017, elles ne progressent que de 1,5 % cette année. Si les dépenses de l'État continuent de progresser à un rythme soutenu (+ 2,7 %), celles des administrations locales ralentissent franchement cette année (+ 0,9 %).

4. La consommation, moteur en panne de la croissance

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	Évolution 2017/2018			Contribution à la croissance en points
	Volume	Prix	Valeur	
	en %			
Produit Intérieur Brut	1,7	0,7	2,4	1,7
Consommation des ménages	1,1	1,6	2,7	0,7
Consommation des administrations publiques	1,5	0,5	1,9	0,6
Investissement	1,3	1,0	2,4	0,3
Importations	0,1	0,6	0,8	0,0
Exportations	- 9,4	- 1,5	- 10,8	- 0,3
Dépense des touristes	21,0	1,5	22,8	0,4

(e) estimation.
Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2016-2018).

Par ailleurs, le trafic aérien continue de progresser en 2018 (+ 7,5 %). En particulier, les liaisons avec la métropole s'accroissent nettement, tandis que le nombre de passagers empruntant les lignes internationales recule. Cette hausse du transport aérien se ressent sur la fréquentation touristique, qui continue d'augmenter à un rythme soutenu : + 5,3 % de touristes extérieurs. Cette hausse du nombre de touristes à La Réunion se traduit par une croissance marquée de la masse salariale dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (+ 6,7 %). Toutefois, la fréquentation des hôtels réunionnais recule de 1 % par rapport à 2017, avec 1,2 million de nuitées en 2018. Le secteur de l'hôtellerie a subi de plein fouet les mouvements sociaux de fin d'année et les intempéries de début d'année. De plus, la fermeture d'établissements a eu un impact négatif sur la fréquentation hôtelière. Celle-ci progresse néanmoins pour les hôtels de l'Ouest.

5. Hors énergie, les importations réunionnaises reculent

Répartition des importations et exportations à La Réunion en 2018

	2018	Part	Évolution 2017/2018
Ensemble des importations	5 051	100	0,6
France métropolitaine	2 905	58	-1,3
Asie	1 043	21	11,6
UE (hors France)	683	14	-6,0
Afrique	133	3	-1,4
Îles océan Indien ¹	47	1	-3,7
Reste du monde	240	5	3,6
Ensemble des exportations (y compris entrepôts)	324	100	-11,2
France métropolitaine	110	34	-1,4
Asie	94	29	0,3
UE (hors France)	55	17	-28,5
Îles océan Indien ¹	37	11	-23,4
Amérique du Nord	12	4	-7,9
DOM (hors Mayotte)	1	0	-6,9
Reste du monde	15	5	-5,9

1. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.
Source : Douanes.

Un investissement presque à l'arrêt

En 2017, l'investissement avait commencé à ralentir : il avait progressé de 3,2 % en volume après + 6,1 % en 2016. En 2018, la hausse de l'investissement est encore plus modeste (+ 1,3 % en volume) et sa contribution à la croissance est désormais très faible.

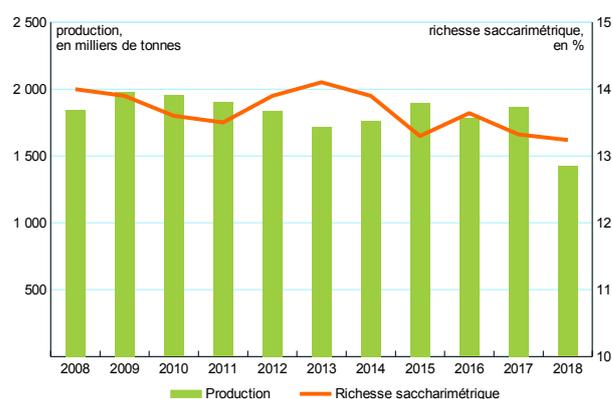
En lien avec la faiblesse de la consommation et de l'investissement, les importations sont stables en 2018 (+ 0,1 % en volume) et ne pèsent donc pas sur la croissance (figure 5). Les importations progressent de 0,6 % en valeur uniquement du fait de la hausse des prix de l'énergie (+ 22 %). Les autres secteurs d'importations sont

en baisse, notamment les biens d'équipement et les biens intermédiaires (respectivement - 2,1 % et - 2 %).

La construction neuve marque une pause à La Réunion, après deux années consécutives de hausse : les autorisations de construire chutent de 5 %. Les démarrages de chantier augmentent de 2,4 % par rapport à l'année précédente, mais le niveau de construction atteint reste toutefois bas au regard de la moyenne des dix dernières années, avec 6 700 logements commencés. Dans le parc locatif social neuf, malgré un niveau de financement en forte progression, les mises en chantier reculent.

6. La production de canne à sucre baisse de 24 % en 2018

Tonnage de canne récoltée et richesse en sucre à La Réunion



Source : Daaf Réunion, Agreste.

Une campagne sucrière catastrophique qui pénalise les exportations

Les revenus nets des entreprises agricoles chutent de 9,5 % en 2018 et la production agricole baisse de 4,6 % en valeur. Trois événements cycloniques ont affecté l'île en 2018, ce qui a fortement nuit aux productions végétales. En particulier, la campagne sucrière a été catastrophique (- 24 % pour la production, figure 6). Les récoltes de letchi et mangue ont en revanche été plus favorables qu'en 2017 (+ 12,4 %). La production animale s'accroît quant à elle (+ 0,8 %), malgré des dynamiques différentes selon les espèces : en baisse pour les bovins et porcins, mais en hausse de 8,8 % pour la production de volaille.

Les exportations de sucre reculent donc nettement (- 29 %). Les exportations de poissons diminuent également (- 10 %), en lien avec la baisse du prix de vente de la légine. Ces baisses ne sont pas compensées par la nouvelle hausse des exportations de rhum (+ 6,4 %). Au final, les exportations, en retrait de 9,4 % cette année, contribuent négativement à la croissance (- 0,3 point). ■

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire.

Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : en prix courants, c'est-à-dire **en valeur**, ou en prix constants, c'est-à-dire **en volume**. Pour mesurer la croissance économique, on s'intéresse aux variations du PIB en volume, c'est-à-dire abstraction faite de la variation des prix.

Trois déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- l'**indice des prix à la consommation** : c'est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante.

- les **prix de la dépense de consommation finale des ménages**. Ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation, alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé.

- les **prix du PIB** : c'est le déflateur du PIB, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.). (cf. l'encadré de l'Insee Première N°1554).

Le **revenu disponible brut des ménages (RDBM)** est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS, etc.).

Un **chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)** est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des

démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois. Le **taux de chômage au sens du BIT** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage) parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus.

Jusqu'en 2017, les **estimations trimestrielles d'emploi (ETE)** publiées au niveau régional portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Dorénavant, le champ des ETE localisées est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les évolutions sont mesurées sur l'ensemble de l'année n, c'est-à-dire entre le 4e trimestre de l'année n-1 et le 4e trimestre de l'année n.

Le **taux de création d'entreprises** est le rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année.

Méthodologie

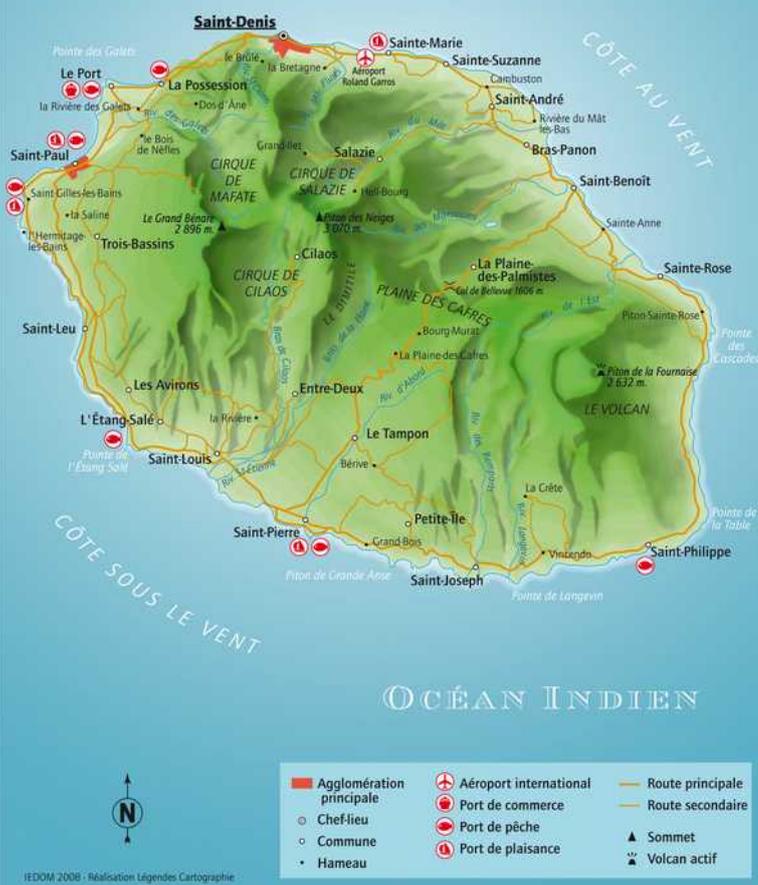
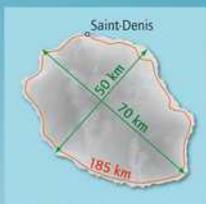
Des données en base 2014

Pour la France, les indicateurs présentés sont issus des comptes nationaux annuels en base 2014. Pour La Réunion, les indicateurs sont issus des comptes régionaux annuels en base 2014 : il s'agit de comptes définitifs annuels jusque 2015, puis d'estimations issues du modèle Tablo pour les années 2016 à 2018.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle Tablo utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le Tableau des entrées-sorties (TES) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.



Le partenariat pour les Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (CEROM) réunit, depuis 2004, les Instituts d'émission (IEDOM-IEOM), l'Agence française de développement (AFD), et les instituts de statistique intervenant dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer : l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISÉE), l'Institut de la statistique de Polynésie française (ISPF).

Il a pour objectifs l'élaboration des comptes rapides, la modélisation de l'évolution des économies et la publication d'analyses macro-économiques ou thématiques sur les départements et collectivités d'Outre-mer.

Les comptes économiques rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Dernières études thématiques menées dans le cadre du partenariat Cerom à La Réunion :

- [Atlas de l'océan Indien](#), 2018
- « [Le chantier de la Nouvelle route du littoral à La Réunion : Un moteur de croissance économique, mais peu de créations d'emplois](#) », décembre 2016 ;
- « [Emploi et chômage : le paradoxe réunionnais](#) », septembre 2015.



Directeur de la publication : Aurélien Daubaire

Rédaction en chef : Julie Boé

Rédacteur : Antonin Creignou

Contributeurs : Daniel Ah-Son, Audrey Besnard, Jérôme Bourgeois, Bérangère Duplouy, Aurore Fleuret, Philippe Paillolle, Nathalie Poleya, Sandrine Sui-Seng, Claude Touzet, et la Daaf de La Réunion

Éditeur : IEDOM

Achévé d'imprimer en Juin 2019